

**COMITÉ RÉGIONAL DE LA  
MÉDITERRANÉE ORIENTALE**  
**Soixante-sixième session**  
**Téhéran (République islamique d'Iran), 14-17 octobre 2019**

**Octobre 2019**

**MISE EN ŒUVRE DE LA DÉCLARATION POLITIQUE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES  
NATIONS UNIES SUR LA TUBERCULOSE ET DU CADRE DE RESPONSABILISATION  
MULTISECTORIEL POUR METTRE FIN À LA TUBERCULOSE DANS  
LA RÉGION DE LA MÉDITERRANÉE ORIENTALE**

**Objectifs de la réunion**

Les objectifs de la réunion consistent à informer les États Membres sur les points suivants :

- la Déclaration politique de l'Assemblée générale des Nations Unies intitulée « Unis pour mettre fin à la tuberculose : une riposte mondiale urgente à une épidémie mondiale » et le Cadre de responsabilisation multisectoriel ;
- la situation actuelle de la tuberculose, les défis, les opportunités et les perspectives pour atteindre les cibles visant à mettre fin à la tuberculose et respecter les engagements prévus par la Déclaration politique à l'horizon 2022 et 2030 ;
- le besoin de s'engager à mener des actions permettant une mise en œuvre et une notification rapides du Cadre de responsabilisation multisectoriel au niveau national en 2020 et à la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies en 2023.

**Contexte**

Mettre un terme à la tuberculose à l'horizon 2030 fait partie des Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies et de la Stratégie pour mettre fin à la tuberculose de l'OMS. Au titre des objectifs spécifiques pour mettre fin à la tuberculose, l'on vise à réduire de 90 % le nombre de décès dus à la tuberculose, à faire baisser le taux d'incidence de 80 % et à éliminer complètement les coûts catastrophiques supportés par les patients et leur famille. Lors de la Soixante-et-Onzième Assemblée mondiale de la Santé en mai 2018, les États Membres ont adopté la résolution WHA71.3. À travers cette résolution, l'Assemblée a montré son soutien en faveur de la Déclaration de Moscou pour mettre fin à la tuberculose et accueilli favorablement le projet de Cadre de responsabilisation multisectoriel. Elle a également demandé au Directeur général de poursuivre l'élaboration du Cadre en étroite collaboration avec tous les partenaires concernés aux niveaux international, régional et national et de fournir un appui technique pour permettre l'adaptation et l'utilisation du projet de Cadre au niveau national.

La toute première Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la tuberculose s'est tenue le 26 septembre 2018, avec pour thème « Unis pour mettre fin à la tuberculose : une riposte mondiale urgente à une épidémie mondiale ». La Déclaration politique issue de cette réunion (A/RES/73/3) a demandé au Directeur général de continuer à mettre au point le Cadre de responsabilisation multisectoriel conformément à la résolution WHA71.3 et d'en assurer la mise en œuvre dans les meilleurs délais, au plus tard en 2019.

La Déclaration politique fixe des objectifs à atteindre d'ici à 2022 : dépister et traiter 40 millions d'individus atteints par cette maladie, un chiffre qui comprend 3,5 millions d'enfants et 1,5 million de cas de tuberculose pharmacorésistante (ultrarésistante), et fournir un traitement préventif à 30 millions de personnes. La Déclaration réaffirme l'engagement des États Membres à mobiliser un financement suffisant et durable permettant un accès pour tous à des services de qualité en matière de prévention, dépistage, traitement et soins de la tuberculose ; à augmenter l'investissement global en le portant à USD 2 milliards ; à s'attaquer la crise de santé publique représentée par la tuberculose multirésistante ; à lutter contre le fléau de la tuberculose infantile ; à participer à des actions contre la résistance aux antimicrobiens ; à identifier les cas manquants ; et à promouvoir des partenariats public-privé et inciter les communautés et la société civile à prendre part à cette lutte.

Le Cadre de responsabilisation multisectoriel en matière de tuberculose vise à encourager une vraie responsabilisation des autorités publiques et de toutes les parties prenantes, aux niveaux mondial, régional et national, afin d'accélérer les progrès dans l'élimination de cette épidémie, et de rester pleinement en phase avec la Stratégie pour mettre fin à la tuberculose et le Programme de développement durable à l'horizon 2030. La Déclaration politique impose un rapport de situation en 2020 sur les progrès réalisés aux niveaux mondial et national dans la poursuite des objectifs fixés pour mettre fin à la tuberculose. Ce rapport sera utilisé par les chefs d'État et de gouvernement dans la préparation d'un examen exhaustif lors d'une réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Le Cadre de responsabilisation multisectoriel était l'un des trois domaines d'action clés définis dans la Déclaration de Moscou, et la Déclaration politique demande au Directeur général de l'OMS de finaliser ce Cadre et de veiller à sa mise en œuvre rapide avant la fin de l'année 2019.

La charge de tuberculose dans la Région de la Méditerranée orientale est estimée à 810 000 cas par an, avec seulement 537 761 cas déclarés en 2018, pour une couverture thérapeutique de l'ordre de 65 %. De même, 4666 cas de tuberculose pharmacorésistante ont été traités en 2018 parmi les 38 000 cas figurant dans les projections. Cela signifie qu'environ un tiers des cas estimés n'ont pas été diagnostiqués ou ont été diagnostiqués sans que le programme national de lutte contre la tuberculose en soit informé. Pour la tuberculose multirésistante ou résistante à la rifampicine, le taux de dépistage se situe à seulement 13 % des cas estimés. Quatre pays (l'Afghanistan, le Pakistan, la Somalie et le Soudan) abritent à eux seuls 80 % des cas manqués.

Un engagement et un soutien politiques de haut niveau sont essentiels pour relever les principaux défis : aboutir à un financement national pérenne, dépister les cas de tuberculose manqués, lutter contre la tuberculose multirésistante et la tuberculose infantile, encourager les partenariats public-privé, créer des environnements favorables et utiliser des systèmes et technologies de surveillance électronique efficaces.

## **Enjeux au niveau régional**

Un tiers des cas de tuberculose ne sont pas identifiés, et cela représente un défi majeur dans la lutte antituberculeuse et le traitement de la tuberculose. Ceci est le reflet d'un accès limité aux services de diagnostic et/ou la non-déclaration de tous les cas détectés via un système de surveillance globale. Les situations d'urgence complexes représentent un obstacle sérieux aux efforts pour mettre fin à la tuberculose dans la Région. D'autres défis majeurs existent, notamment un déficit de financement global de 36 % et une dépendance excessive aux financements internationaux : 43 % du budget disponible alloué à la tuberculose provient de sources internationales et seulement 21 % de sources domestiques. Par ailleurs, les partenariats entre les secteurs public et privé de la santé et d'autres secteurs concernés demeurent limités.

## Résultats escomptés

- Un engagement et un accord conclu sur les actions à mener pour la mise en œuvre de la Déclaration politique de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la poursuite d'une démarche multisectorielle, l'obtention d'un financement national pérenne, le dépistage des cas de tuberculose manqués, la mise en place de mesures pour pallier les défis liés la tuberculose infantile et multirésistante, la mise en place d'une association efficace d'actions publiques et privées, et la création d'un cadre règlementaire et d'un environnement favorable pour atteindre les cibles visant à mettre fin à la tuberculose.
- Les États Membres seront informés sur la situation actuelle de la tuberculose, les défis et les opportunités et perspectives pour atteindre les cibles visant à mettre fin à la tuberculose et respecter les engagements prévus par la Déclaration politique à l'horizon 2022 et 2030.
- Les États Membres seront informés sur le Cadre de responsabilisation multisectoriel et sur l'engagement de mise en œuvre et de notification rapides du Cadre de responsabilisation multisectoriel au niveau national en 2020 et à la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies en 2022.